

## ANNEXE 4

### FRIEDRICH ENGELS, LETTRE À AUGUSTE BEBEL, 1875<sup>1</sup>

Londres, 18-28 mars 1875.

**Cher** <sup>Bebel,</sup> J'ai reçu votre lettre du 23 février et je me réjouis de savoir que votre santé est si bonne.

Vous me demandez ce que nous pensons de cette histoire d'unification ? Malheureusement, il en va de nous tout à fait comme de vous. Ni Liebknecht ni qui que ce soit d'autre ne nous a fait communiquer quoi que ce soit, et nous n'en savons nous aussi que ce qui se trouve dans les journaux. Or, les journaux ne contenaient rien jusqu'à ce que, il y a environ huit jours, paraisse le projet de programme. Celui-ci ne nous a pas peu étonnés.

Notre parti avait si souvent tendu la main aux lassaliens pour se réconcilier ou au moins pour former un cartel, et il avait été si souvent repoussé, et de façon si honteuse, par les Hasenclever, les Hasselmann et les Tölcke<sup>2</sup>, que n'importe quel enfant en aurait tiré la conclusion suivante : si ces messieurs viennent aujourd'hui d'eux-mêmes nous offrir la réconciliation, ils doivent se trouver dans un sacré pétrin. Étant donné le caractère bien connu de ces gens, il est de notre responsabilité de tirer profit de ce pétrin, pour exiger toutes les garanties possibles afin que ces gens-là ne raffermissent pas leur position ébranlée dans

1. D'après *Marx-Engels Werke*, Dietz, Berlin, 1962, tome 19, p. 3-9. Première publication dans August Bebel, *Aus meinem Leben*, deuxième partie, Dietz, Stuttgart, 1911.

2. Voir index des noms cités.

l'opinion publique ouvrière, aux dépens de notre parti. Il fallait les accueillir de façon extrêmement froide et méfiante, faire dépendre l'unification de leur degré de bonne volonté à laisser tomber leurs mots d'ordre sectaires et leur aide demandée à l'État, et d'accepter pour l'essentiel le programme d'Eisenach de 1869 ou une édition améliorée et actualisée de celui-ci. Du point de vue théorique, c'est-à-dire dans ce qu'il y a de décisif pour le programme, notre parti n'a *absolument rien à apprendre* des lassalliens, mais les lassalliens ont beaucoup à en apprendre ; la première condition de l'unification était qu'ils cessent d'être sectaires, lassalliens, et qu'avant tout leur panacée, l'aide de l'État, soit, sinon entièrement abandonnée par eux, du moins reconnue comme une mesure secondaire et transitoire, comme une possibilité parmi beaucoup d'autres. Le projet de programme prouve que nos gens sont, du point de vue théorique, cent fois supérieurs aux leaders lassalliens – mais qu'ils n'ont pas atteint leur niveau de ruse politique. Les « honnêtes » se sont fait une fois de plus cruellement rouler dans la farine par les malhonnêtes.<sup>3</sup>

Premièrement, on accepte la formule tonitruante mais historiquement fautive de Lassalle : face à la classe ouvrière, toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire.<sup>4</sup> Cette phrase n'est vraie que dans quelques cas exceptionnels, par exemple dans une révolution du prolétariat comme la Commune, ou dans un pays où ce n'est pas seulement la bourgeoisie qui a modelé l'État et la société à son image, mais aussi, après elle, la petite-bourgeoisie démocratique qui a réalisé ce remaniement jusque dans ses dernières conséquences. Si en Allemagne, par exemple, la petite-bourgeoisie démocratique appartenait à cette masse réactionnaire, comment le parti ouvrier social-démocrate aurait-il pu, pendant des années,

3. Sur l'emploi du mot « honnête », voir note 23, p. 75.

4. Cette phrase n'a pas été prononcée par Lassalle. Voir note 8, p. 62.

marcher la main dans la main avec elle, avec le Volkspartei [Parti populaire] ? Comment le *Volksstaat* aurait-il pu tirer presque tout le contenu de son programme du journal petit-bourgeois démocratique, le *Frankfurter Zeitung* ?<sup>5</sup> Et comment se fait-il qu'on puisse noter, dans ce même programme, pas moins de sept revendications qui concordent franchement et mot à mot avec le programme du Volkspartei et de la petite-bourgeoisie démocratique ? J'entends les sept revendications politiques numérotées de 1 à 5, et de 1 à 2, dont pas une qui ne soit démocratique-bourgeoise.

Deuxièmement, pour ce qui est du présent, le principe du caractère est, dans la pratique, totalement renié, et cela par des gens qui durant cinq ans, dans les circonstances les plus difficiles, ont porté haut ce principe de la façon la plus digne d'éloges. La position des ouvriers allemands à la pointe du mouvement européen repose *essentiellement* sur leur attitude véritablement internationale durant la guerre ;<sup>6</sup> aucun autre prolétariat ne se serait aussi bien comporté. Et maintenant il faut qu'ils renient ce principe, quand partout à l'étranger les ouvriers le mettent en avant, alors que les gouvernements s'efforcent d'écraser toute tentative de lui donner forme dans une organisation ! Et que reste-t-il dans ce projet de l'internationalisme du mouvement ouvrier ? La faible perspective – même pas d'un futur travail en commun des ouvriers européens pour leur émancipation, non, celle d'une future « fraternisation internationale des peuples » – celle des « États-Unis d'Europe » de la Ligue pour la paix !<sup>7</sup>

5. Journal d'opposition libéral fondé en 1856 et qui adopta le nom de *Frankfurter Zeitung* à partir de 1866.

6. Il s'agit ici de la guerre de 1870-1871. Liebknecht et Bebel, tous deux députés, ne votèrent pas les crédits de guerre.

7. Voir note 12, p. 65.

Il n'était naturellement pas nécessaire de parler de l'Internationale en tant que telle. Mais la moindre des choses était de ne pas reculer par rapport au programme de 1869 et de dire quelque chose comme : *bien que* le parti ouvrier allemand agisse *pour l'instant* à l'intérieur des frontières établies de l'État (il n'a pas le droit au nom du prolétariat européen, et encore moins de dire quelque chose de faux), il est conscient de sa solidarité avec les travailleurs de tous les pays et sera toujours prêt, à présent et dans l'avenir, à remplir les devoirs qu'exige cette solidarité. De tels devoirs existent, même sans se proclamer et se considérer membre de l'« Internationale » : par exemple les secours, l'opposition à l'envoi de main-d'œuvre étrangère en cas de grève, la préoccupation que les organes du parti tiennent les ouvriers allemands informés du mouvement à l'étranger, l'agitation contre les guerres ou les menaces de guerres provoquées par les chancelleries, l'attitude durant de telles guerres, comme celle qui a été observée de façon exemplaire en 1870 et 1871, etc.

Troisièmement, nos gens se sont laissés octroyer la « loi d'airain des salaires » de Lassalle, qui repose sur une conception économique désuète, selon laquelle, en moyenne, le travailleur ne perçoit qu'un salaire *minimum*, et cela parce que, selon la théorie malthusienne de la population, il y a toujours trop d'ouvriers (telle était la preuve fournie par Lassalle). Or, Marx a démontré par le menu dans le *Capital* que les lois qui régissent le salaire sont très compliquées, que, selon les circonstances, c'est tantôt ceci tantôt cela qui domine, qu'en aucun cas elles ne sont en airain, mais qu'elles sont au contraire très élastiques, et qu'il n'est pas possible de régler l'affaire en quelques mots, comme Lassalle se l'imaginait. Le fondement malthusien de la loi recopiée par Lassalle chez lui et chez Ricardo (avec une déformation

8. Ce *Manuel ouvrier* reproduit, à partir de notes sténographiques, un discours prononcé par Lassalle à Francfort-sur-le-Main en mai 1863.

de ce dernier), tel qu'il est cité par exemple dans l'*Arbeiterlehre-sebuch*<sup>8</sup> à partir d'une autre brochure de Lassalle, est réfuté en détail par Marx dans son chapitre sur « L'accumulation du capital ». En adoptant la « loi d'airain » de Lassalle, on revendique une proposition fautive et un fondement faux.

Quatrièmement, le programme pose comme seule revendication sociale l'aide de l'État lassallienne, dans sa forme la plus dénudée, telle que Lassalle l'a volée à Buchez.<sup>9</sup> Et cela après que Bracke eut très bien montré toute la nullité de cette revendication ;<sup>10</sup> après que presque tous, sinon tous les orateurs de notre parti, se sont trouvés, dans leur lutte contre les lassalliens, dans la nécessité de combattre cette « aide de l'État » ! Notre parti ne pouvait pas connaître plus profonde humiliation. L'internationalisme descendu au niveau d'Armand Goegg,<sup>11</sup> le socialisme à celui du républicain bourgeois Buchez, qui posait cette revendication contre les socialistes, pour les supplanter !

Mais dans le meilleur des cas, « l'aide de l'État » au sens de Lassalle n'est qu'une seule mesure parmi beaucoup d'autres, pour atteindre le but formulé ici par cette expression vaseuse : « pour amorcer la solution de la question sociale », comme si, pour nous, il existait encore sur le plan théorique une *question sociale irrésolue* ! Donc si l'on dit : « le parti ouvrier allemand aspire à supprimer le travail salarié et avec lui les différences de classes en organisant la production dans l'industrie et l'agriculture sur le mode coopératif et à une échelle nationale ; il s'engagera en faveur de toute mesure propre à atteindre cet objectif ! », aucun lassallien ne peut y trouver à redire.

9. Voir note 20, p. 71.

10. Dans sa brochure : Wilhelm Bracke, *Der Lassallesche Vorschlag*, Brunswick, 1873.

11. Voir index des noms cités.

Cinquièrementement, il n'est pas question de l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe par le moyen des syndicats. Et c'est un point très important, car il s'agit de l'organisation de classe propre au prolétariat, au sein de laquelle celui-ci mène ses luttes quotidiennes contre le capital, au sein de laquelle il se forme et, de nos jours, face à la pire des réactions (comme en ce moment à Paris) elle ne peut simplement plus être détruite. Étant donné l'importance prise par cette organisation, même en Allemagne, il serait, à notre avis, absolument nécessaire de l'évoquer dans le programme et de lui donner si possible une place dans l'organisation du parti.

C'est tout cela qu'ont fait nos gens pour complaire aux lassalliens. Et qu'est-ce que les autres nous ont donné en retour ? Le fait qu'un tas passablement embrouillé de *revendications purement démocratiques* figure au programme, dont beaucoup ne sont que pure affaire de mode, comme par exemple, la « législation par le peuple » qui existe en Suisse et produit plus de dégâts que d'avantages, si tant est qu'elle produise quelque chose. *Administration* par le peuple. Voilà qui pourrait être quelque chose. De la même façon, il manque la première condition de toute liberté : le fait que tous les fonctionnaires soient responsables devant les juridictions ordinaires et selon la loi commune de tout ce qu'ils ont fait en tant que fonctionnaires à l'égard de chaque citoyen. Je ne m'étendrai pas sur le fait que des revendications comme : liberté de la science, liberté de conscience, figurent dans tout programme bourgeois libéral, et qu'ici elles paraissent un peu déplacées.

L'État populaire libre s'est transformé en État libre. Grammaticalement parlant, un État libre est un État libre à l'égard de ses citoyens, donc un État à gouvernement despotique. Il faudrait laisser tomber tout ce bavardage sur l'État, surtout depuis la Commune, qui n'était plus un État au sens propre. Les anarchistes nous ont jeté l'*État populaire* à la figure jusqu'à saturation, même si déjà le texte de Marx

contre Proudhon,<sup>12</sup> puis le *Manifeste communiste*, disent carrément qu'avec l'instauration de la société socialiste l'État se dissout de lui-même et disparaît. Comme l'État n'est qu'une institution temporaire dont on se sert dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer ses adversaires par la force, c'est un pur non-sens que de parler d'un État populaire libre. Tant que le prolétariat a encore besoin d'un État, il n'en a pas besoin dans l'intérêt de la liberté, mais pour la répression de ses adversaires et, dès qu'il peut être question de liberté, l'État cesse d'exister en tant que tel. Nous proposerions donc de remplacer partout *État* par « communauté » [*Gemeinwesen*], un bon vieux mot allemand, qui peut très bien correspondre au français « commune ».

« Élimination de toute inégalité sociale et politique » au lieu de « abolition de toutes les différences de classe » est aussi une expression très problématique. D'un pays à l'autre, d'une province à l'autre, et d'un endroit à l'autre, il existera toujours une certaine inégalité dans les conditions de vie, que l'on pourra réduire au minimum mais que l'on ne pourra jamais faire disparaître complètement. Les habitants des Alpes auront toujours d'autres conditions de vie que les gens des plaines. La représentation de la société socialiste comme l'empire de l'égalité est une représentation française unilatérale, qui s'appuie sur le vieux « Liberté, Égalité, Fraternité » ; c'est une représentation qui était légitime comme *stade* de son lieu et de son temps, mais qui devrait aujourd'hui être surmontée, comme toutes les visions unilatérales des anciennes écoles socialistes, car elles ne mettent que de la confusion dans les têtes alors que l'on dispose maintenant de conceptions précises de la réalité.

12. Il s'agit de Karl Marx, *Misère de la philosophie. Réponse à la « Philosophie de la Misère »* de M. Proudhon (1847), Payot, Paris, 2002.

J'arrête, bien que presque chaque mot de ce programme rédigé sans saveur ni vigueur vaudrait d'être critiqué. Il est tel que, s'il venait à être adopté, Marx et moi ne pourrions jamais nous réclamer du *nouveau* parti établi sur de telles bases et que nous devrions réfléchir très sérieusement à l'attitude – y compris publique – que nous prendrions vis-à-vis de lui. Songez qu'à l'étranger c'est nous qu'on rend responsables de chaque déclaration et de chaque action du parti ouvrier social-démocrate allemand. Ainsi Bakounine, dans son livre *Politique et anarchie*,<sup>13</sup> où nous devons répondre de chaque mot inconsidéré prononcé ou écrit par Liebknecht depuis la fondation du *Demokratisches Wochenblatt*.<sup>14</sup> Les gens s'imaginent que d'ici nous commandons toute l'histoire, alors que vous savez aussi bien que moi que nous ne nous sommes presque jamais mêlés des affaires intérieures du parti, sauf seulement pour réparer dans la mesure du possible les bourdes qui, à notre point de vue, avaient été commises, et seulement du point de vue théorique. Mais vous verrez vous-même que ce programme marque un tournant qui pourrait fort bien nous contraindre à récuser toute solidarité avec le parti qui le reconnaît.

En général, le programme officiel d'un parti compte moins que ce qu'il fait. Mais un *nouveau* programme est toujours comme un étendard déployé en public, et c'est là-dessus que le monde extérieur juge le parti. Il ne devrait donc en aucun cas marquer de recul, comme fait ce programme-ci par rapport à celui d'Eisenach. Il faudrait aussi penser à ce que les travailleurs des autres pays vont dire de ce programme et à l'impression que donnera le fait que l'ensemble du prolétariat socialiste allemand s'agenouille devant le lassallianisme.

13. Il s'agit en fait d'*Étatisme et anarchie* (1873).

14. Fondé en 1867, ancêtre du *Volksstaat*, journal des eisenachiens.

De plus, je suis persuadé qu'une unification sur *cette* base-là ne durera pas un an. Les meilleures têtes de notre parti devraient-elles accepter d'apprendre par cœur et de psalmodier les formules de Lassalle sur la loi d'airain des salaires et l'aide de l'État ? Vous, par exemple, je voudrais bien vous y voir ! Et s'ils le faisaient, leurs auditeurs les siffleraient. Et je suis sûr que les lassalliens tiennent à *ces* parties-là du programme comme le juif Shylock tenait à sa livre de chair<sup>15</sup>. La scission viendra<sup>16</sup> ; mais nous aurons rendu leur « honorabilité » à Hasselmann, Hasenclever, Tölcke et consorts ; de la scission nous sortirons affaiblis et les lassalliens renforcés ; notre parti aura perdu sa virginité politique et il ne pourra jamais plus s'opposer franchement aux phrases creuses de Lassalle, qu'il aura lui-même inscrites pendant un temps sur son étendard ; et si les lassalliens disent alors à nouveau qu'ils sont le plus authentique et le seul parti ouvrier, et que nos gens sont des bourgeois, le programme sera là pour le démontrer. Toutes les mesures socialistes qui y figurent sont les *leurs*, et *notre* parti n'y a rien mis que des revendications de la démocratie petite-bourgeoise, qui est définie par lui aussi, dans ce même programme, comme partie de la « masse réactionnaire » !

J'avais laissé traîné cette lettre, car ce n'est que le 1<sup>er</sup> avril que vous deviez être libéré, en l'honneur de l'anniversaire de Bismarck, et que je ne voulais pas, en tentant de vous la faire parvenir en fraude, courir le risque qu'elle soit saisie. Mais voilà justement qu'arrive une lettre de Bracke, qui a aussi d'importantes réserves à l'égard du programme et veut connaître notre opinion. Je vous envoie donc cette lettre par son intermédiaire, afin qu'il la lise et que je n'aie pas besoin à nouveau d'écrire tout ce bazar. En outre, j'ai déjà tout déballé à Ramm, et je n'ai

15. Personnage du *Marchand de Venise* de Shakespeare.

16. Sur ce jugement, voir notre introduction, p. 22.

écrit que brièvement à Liebknecht. Je ne lui pardonne pas de ne nous avoir pas dit *un* mot de toute l'affaire (alors que Ramm et d'autres croyaient qu'il nous avait tenus suffisamment informés), jusqu'à ce qu'il soit, pour ainsi dire, trop tard. À vrai dire, il s'est déjà comporté ainsi précédemment – d'où cette longue correspondance désagréable que nous, Marx aussi bien que moi, avons eue avec lui –, mais cette fois-ci les bornes sont dépassées, et *nous sommes décidés à ne plus faire route ensemble.*

Essayez de vous arranger pour venir ici cet été. Vous habiterez naturellement chez moi, et s'il fait beau temps, nous pourrions passer quelques jours au bord de la mer, ce qui vous sera bien utile après tous ces ronchonnements.

Très amicalement vôtre,

F. E.

Marx vient juste de déménager, il habite 41 Maitland Park Crescent, NW, Londres.